



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires**

Service eau-environnement

Cellule milieux aquatiques

**Le préfet de la Haute-Savoie**

Chevalier de la Légion d'honneur

Officier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le

**19 JAN. 2024**

**ARRÊTÉ n° DDT-2023-1628**

**portant mesures de protection des salmonidés et adaptation de la taille légale des corégones  
dans le lac Léman en 2024**

**VU** le code de l'environnement, et notamment les articles R436-84 à R436-86 ;

**VU** la loi n° 82-349 du 20 avril 1982 autorisant l'approbation d'un accord entre le Conseil fédéral suisse et le gouvernement de la République française et concernant la pêche dans le lac Léman ;

**VU** le décret n° 2002-406 du 20 mars 2002 portant publication de l'accord sous forme d'échange de notes entre le Conseil fédéral suisse et le gouvernement de la République française, amendement l'accord du 20 novembre 1980 relatif à la pêche dans le lac Léman, signé à Paris les 11 décembre 2000 et 9 janvier 2001 ;

**VU** les articles 42, 43 et 54 al. 1 du règlement d'application de l'Accord entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République française concernant la pêche dans le lac Léman conclu par échanges de notes les 24 septembre 2020 et 18 décembre 2020 et entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021 (ci-après règlement international 0.923.211) ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Yves LE BRETON, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté ministériel du 20 décembre 2021 portant approbation du modèle de cahier des charges pour l'exploitation du droit de pêche de l'État dans les eaux mentionnées à l'article L.435-1 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°DDT-2023-0448 en date du 9 mars 2023 portant réglementation de la pêche dans les eaux françaises du lac Léman ;

**VU** la décision du 5 octobre 2023 de la commission consultative internationale de la pêche dans le lac Léman ;

**VU** la décision du groupe de travail « Plan d'aménagement piscicole » du Léman réuni le 4 septembre 2023 de maintenir des mesures de protection du corégone en raison de la baisse de ses effectifs dans le Léman;

**VU** le projet d'arrêté soumis à la consultation du public sur le site internet des services de l'État pendant 21 jours, 14 novembre 2023 au 4 décembre 2023 inclus ;

**CONSIDÉRANT** que la commission consultative pour la pêche dans le lac Léman, qui s'est tenue le 5 octobre 2023 à la sous-préfecture de Thonon-les-bains, a validé les mesures de protection des salmonidés et l'adaptation de la taille de capture des corégones dans le lac Léman en 2024 ;

**SUR** proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : période de fermeture de la pêche des salmonidés dans le lac Léman**

La date de fermeture de la pêche des salmonidés dans le lac Léman est fixée au 30 septembre 2024.

### **Article 2 : taille minimale de capture des corégones**

Les corégones maillés dans les engins de pêche professionnels ne peuvent être conservés que s'ils ont atteint la taille minimale de capture de 37 centimètres.

### **Article 3 : validité**

Les présentes mesures de protection sont valables du 1<sup>er</sup> janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2024.

### **Article 4 : voies et délais de recours**

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, en application de l'article R181-50 du code de l'environnement :

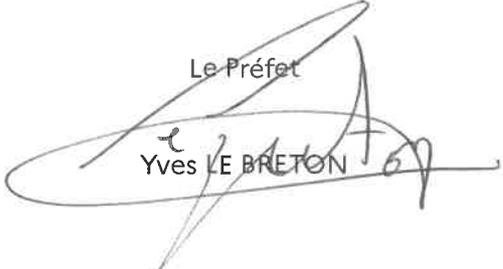
- 1° par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Il est possible de saisir une juridiction administrative par le biais du portail "télérecours citoyens", accessible au public à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **Article 5 : exécution**

MM. le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie, le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie et les agents de l'unité opérationnelle lacs de l'office français de la biodiversité (OFB USML) sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet  
  
Yves LE BRETON